

C – L'émission des lettres patentes (l'acte constitutif)

Par analogie, les lettres patentes constituent le certificat de naissance de la corporation. Celles-ci indiquent notamment le nom et la date de naissance de la corporation. Une fois l'ensemble des documents nécessaires à la demande de lettres patentes reçus, le registraire des entreprises possède la liberté d'accepter ou non la demande des requérants et de leur octroyer les lettres patentes. Par ailleurs, il peut également demander d'apporter des modifications ou des corrections à la requête. « L'article 5 de la **loi sur les compagnies** stipule que les lettres patentes ne sont pas annulables au seul motif d'irrégularités dans l'accomplissement des formalités à observer. Ainsi, s'il s'avère que les lettres patentes reçues contiennent des erreurs de nom, de désignation inexacte ou de faute de copiste, le registraire des entreprises peut alors ordonner qu'elles soient corrigées ou annulées et les remplacées par des lettres patentes rectifiées. »³⁷ Entre la réception par le registraire des documents complets et l'analyse de la demande, il faut prévoir généralement quelques semaines. Toutefois, vous pouvez payer un surplus pour que le traitement de votre demande soit accéléré. Dans son ensemble, les lettres patentes soulignent les allégations de la requête et du mémoire des conventions. Elles **consistent en la photocopie de la requête initiale**, d'où l'importance de soigner le contenu de la requête.

Par contre, si les objets de la corporation s'apparentent à ceux mentionnés à l'article 134 de la **loi sur les services de santé et services sociaux**³⁸, c'est-à-dire de « gérer les contributions versées à un ou plusieurs centres locaux de services communautaires, centres hospitaliers, centres de services sociaux ou centres d'accueil, et de recevoir directement des contributions à des fins particulières, le registraire transmet la requête au ministre de la Santé et des Services sociaux pour consultation »³⁹ et pour recommandations.

Dépôt au registre – immatriculation

Dès l'octroi des lettres patentes, le registraire des entreprises en fait le dépôt au registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.⁴⁰ Ce dépôt atteste l'immatriculation de la corporation au registre.⁴¹ Pour compléter le processus, la corporation devra déposer la **déclaration initiale** qui lui sera transmise par le registraire des entreprises dans les 60 jours, sinon des frais seront exigés.

³⁷ La corporation sans but lucratif au Québec, Éditions Wilson, Lafleur et Martel Ltée, 1997, pages 3-8, 3-9

³⁸ L.R.Q., c. S-5

³⁹ La corporation sans but lucratif au Québec, Éditions Wilson, Lafleur et Martel, 1997, page 3-7

⁴⁰ Loi sur les compagnies, L.R.Q. chapitre C-38, 4 juin 1996, article 220; *Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales*, L.R.Q., c. P-45, article 9

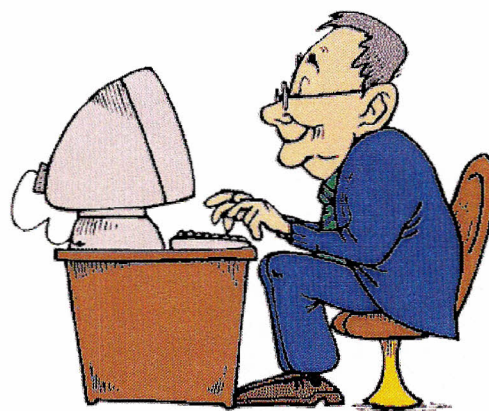
⁴¹ Idem

Effet

La corporation devient effective à compter de la date apparaissant aux lettres patentes et non à partir du dépôt fait au registre des entreprises. Les personnes ainsi désignées dans les lettres patentes deviennent donc les premiers administrateurs de la corporation « administrateurs provisoires ».

Où se procurer les formulaires ?		
1) Par Internet : www.registreentreprises.gouv.qc.ca		
Par téléphone	En personne	Par écrit
Heures d'ouverture : Lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8 :30 à 16 :30 Le mercredi, de 10 :30 à 16 :30	Heures d'ouverture : Lundi, mardi, jeudi, vendredi de 8 :30 à 16 :00 Le mercredi de 10 :30 à 16 :00 Services Québec À Québec À Montréal 800 place D'Youville 800 Square-Victoria Rez-de-Chaussé Niveau Promenade Québec (Québec) Montréal (Québec) G1R 4Y5 H4Z 1H9	Adresse : Ministère du revenu Direction du registre des entreprises C.P.1153 Québec (Québec) G1K 7C3 Courriel : req@req.gouv.qc.ca

Votre numéro d'entreprise du Québec (NEQ) vous permet de consulter en tout temps votre dossier à l'adresse suivante: www.registreentreprises.gouv.qc.ca . Tous les formulaires du registraire peuvent être remplis dans ce site.



D – Principales étapes suivant la constitution

Une fois constituée, la corporation doit procéder à son organisation. Voici un aperçu des principales actions à entreprendre au cours des semaines suivant l'émission de l'acte constitutif. Cette nomenclature tire, en partie, sa source de l'ouvrage « Votre association personne morale sans but lucratif » publié en 2006 par les publications du Québec, page 16.

Démarches à réaliser :

1. Première réunion des administrateurs provisoires désignés dans les lettres patentes

- ✓ Élection du président et du secrétaire de l'assemblée;
- ✓ Lecture et présentation de l'acte constitutif;
- ✓ Présentation et adoption des règlements généraux;
- ✓ Si désiré, adopter un règlement d'emprunt (ex : hypothèque). Par contre, ceci n'est pas nécessaire s'il y est déjà inscrit aux lettres patentes (autres dispositions);
- ✓ « Adopter les livres et registres de la corporation et y insérer les lettres patentes et les règlements ». Page 16
- ✓ Établir les critères d'admission des membres ainsi que le montant de la cotisation à payer s'il y en a une et si ces pouvoirs appartiennent au conseil;
- ✓ Si nécessaire, se donner une démarche permettant d'informer les personnes intéressées pouvant potentiellement devenir membres. Toutefois, il est préférable d'attendre la tenue de la première assemblée des administrateurs permanents avant d'accepter de nouveaux membres. Pourquoi ? Tout simplement pour éviter que ces personnes viennent court-circuiter le processus de ratification des règlements tels que rédigés par les fondateurs à l'origine de la présente corporation;
- ✓ Préparer l'assemblée de fondation;
- ✓ Prendre le temps de bien circonscrire la mission, la vision ainsi que les valeurs de la corporation telles qu'anticipées au tout début du processus.

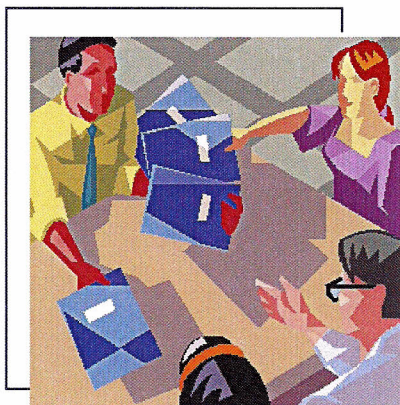
2. Assemblée générale de fondation (assemblée des membres)

- ✓ Élection du président et du secrétaire de l'assemblée;
- ✓ Présenter les objectifs, la raison d'être et la finalité de la corporation à l'assemblée et prendre le temps d'échanger afin que tout soit bien clair;
- ✓ Le cas échéant, voir à la ratification du montant des cotisations fixées par les administrateurs provisoires (uniquement si les règlements exigent une telle démarche);
- ✓ Présenter les premières actions envisagées à court terme (recherche de nouveaux membres, financement, premières activités, fonctionnement, communication, comités ad hoc, ...);

- ✓ Approuver les règlements généraux, et le cas échéant et le règlement d'emprunt;
- ✓ Élire les premiers administrateurs permanents de la corporation et le cas échéant, les officiers. Outre la présence d'une disposition contraire apparaissant aux statuts de la corporation, généralement les administrateurs provisoires forment, en tout ou en partie, le premier conseil permanent. Si les règlements généraux prévoient des mandats décalés, il faut bien sûr agir dans ce sens et faire en sorte que les administrateurs soient élus avec des mandats d'une durée inégale;
- ✓ Faire en sorte de développer le sentiment d'appartenance des membres présents envers la corporation (café après l'assemblée, partage de responsabilités, ...);
- ✓ Dynamiser la vie associative;
- ✓ Clôturer l'assemblée.

3. Première réunion du conseil d'administration permanent

- ✓ Élection des officiers du conseil d'administration (si pas fait lors de l'assemblée de fondation);
- ✓ « Lecture et adoption du procès-verbal de la réunion des administrateurs provisoires » Page 16;
- ✓ Le cas échéant, assurer la mise en place du processus d'embauche des employés;
- ✓ « Adopter la résolution proposée par l'institution financière où la corporation prévoit ouvrir un compte bancaire. Cette résolution nomme les personnes autorisées à signer et à endosser les chèques et autres effets de commerce de la corporation ». Page 16;
- ✓ Prévoir une planification stratégique;
- ✓ Envisager l'importance de se doter d'une politique d'assurance administrateurs et des autres protections (assurance civile);
- ✓ Planifier les étapes de travail menant à la mise en place des politiques de gouvernance et des codes de fonctionnement jugés appropriés;
- ✓ Clôturer l'assemblée.





Les étapes menant à la fusion d'un organisme sans but lucratif ?

A – Notions générales

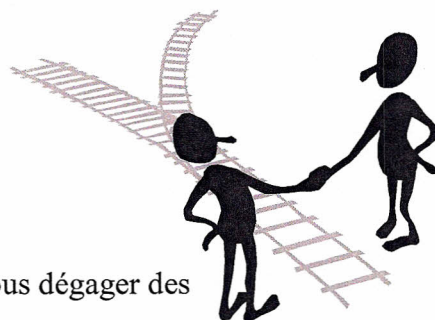
Pourquoi fusionner ?

La fusion de corporations sans but lucratif est relativement rare et plus souvent qu'autrement, il est plus simple de transporter les activités des deux (2) corporations en une troisième corporation constituée à cette fin et d'abandonner les chartes précédentes. Par contre, la fusion peut être appropriée pour conserver des droits acquis non transférables dans des contrats, baux, ou subventions et pour ne pas être forcé de procéder à un nouveau recrutement de membres. Il peut aussi être intéressant d'envisager la fusion lorsque deux (2) corporations exercent des activités similaires et s'adressent à une clientèle semblable au sein d'un même territoire. À ces raisons, s'ajoute d'éventuelles et probables économies d'échelle. De plus, dans le cas d'organismes de bienfaisance, il faudra, à nouveau, obtenir cette reconnaissance de l'Agence des douanes et du Revenu du Canada.

La loi sur les compagnies permet la démarche de fusion et en donne toutes les conditions aux articles 18 et 224.

« Des personnes morales auxquelles s'applique la présente partie peuvent, de la manière y prévue, fusionner et faire tous les contrats et conventions nécessaires à cette fin. »

L.c.Q. article 224 (1)



Attention ! La fusion de deux corporations n'a pas pour effet de vous dégager des responsabilités engagées envers d'éventuels créanciers.



« Ces dettes et obligations de ces corporations seront à la charge, par la suite, de la corporation nouvellement constituée et pourront être recouvrées de cette dernière ou rendues exécutoires contre elle comme si elle avait elle-même encouru ou contracté ces dettes et obligations. »

L.c.Q. article 18 (6)

B – Procédure à suivre lors d'une fusion

En guise de préambule, il apparaît important de souligner que seules les corporations provinciales peuvent fusionner par l'intermédiaire d'un acte d'accord passé entre les parties concernées (L.c.Q article 18). Ainsi, les corporations sans but lucratif fédérales ne peuvent, selon la loi sur les corporations canadiennes, fusionner.

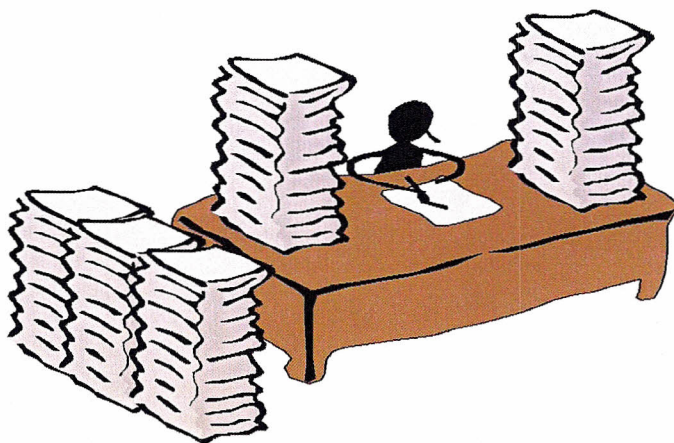
Démarche

1. Les corporations désireuses de se fusionner devront rédiger **un acte d'accord devant être présenté et adopté par chacun des conseils d'administration**. Cette convention de fusion présentera les termes et conditions de la fusion, c'est-à-dire :

- a) faire connaître à l'une comme à l'autre leurs actifs et passifs;
 - b) présenter le nom de la personne morale résultant de la fusion;
 - c) indiquer le lieu du nouveau siège social;
 - d) mentionner les premiers administrateurs de la corporation (noms et adresses);
 - e) indiquer le mode d'élection des administrateurs subséquents;
 - f) rédiger les objets;
 - g) préciser la valeur des biens immobiliers ou la valeur des revenus provenant de ces biens;
 - h) rédiger, si nécessaire, toutes autres règles concernant :
 - les pouvoirs d'emprunt;
 - l'élection et la destitution des administrateurs;
 - la dévolution des biens lors de la dissolution;
 - les nouveaux règlements de régie interne (règlements généraux);
 - les membres (à compter de la fusion, les membres des deux (2) corporations deviennent automatiquement membre de la nouvelle personne morale);
 - les droits et obligations de la nouvelle corporation;
 - etc...
- Prendre note que la dénomination sociale (nom), le siège social, les objets, les règlements généraux amendés suite à l'acte de fusion peuvent être identiques ou analogues à ceux de l'une des deux (2) corporations.
 - À compter de la fusion, les membres des deux (2) corporations deviennent automatiquement membres en règle de la nouvelle personne morale, Advenant la présence de catégories de membres différents, il faudra trouver des clauses de conversion de manière à ce que les droits et obligations reliés à chacune des catégories de membres soient respectés.
 - Prendre note que rien n'empêche dans l'acte d'accord de mettre en force la fusion à une date ultérieure, telle la date de fin d'exercice financier de l'une ou des deux (2) corporations fusionnantes. Si tel est le cas, les nouvelles lettres patentes porteront cette date.

2. L'acte d'accord est, par après, présenté aux membres de chacune des deux (2) corporations pour adoption au 2/3 des membres présents à une assemblée générale spéciale.
3. Finalement, une requête faite conjointement par les deux (2) corporations désireuses de fusionner est rédigée et déposée au bureau du registraire des entreprises afin de demander la délivrance des lettres patentes de fusion. Cette requête est accompagnée d'un affidavit et d'une copie de l'acte d'accord signé par les secrétaires et présidents de chacune des corporations fusionnantes. Évidemment, si le nom diffère de l'une des deux (2) corporations en cause, il faudra joindre un rapport de recherche de nom, sans oublier les frais reliés à cette démarche de fusion.

Pour de plus amples informations visitez le site du registraire des entreprises : www.registraireentreprises.gouv.qc.ca



C – Tableau synthèse des étapes d'une fusion

Acte d'accord

- 1- Termes et conditions de la fusion
- 2- Présentation des actifs et passifs
- 3- Lieu du siège social
- 4- Informations générales sur les administrateurs provisoires
- 5- Mode d'élection des administrateurs
- 6- Rédaction des objets
- 7- Dénomination sociale de la nouvelle corporation
- 8- Autres clauses, le cas échéant.

- Présentation de l'acte d'accord aux membres des corporations concernées;
- Adoption au 2/3 des membres présents à ces assemblées spéciales

Rédaction de la requête conjointe et
présentation au registraire des entreprises

Délivrance des lettres patentes de fusion

Nouvelle entité juridique entre en force
(ou à une date ultérieure si mentionnée dans l'acte d'accord)